



L'ENGAGEMENT, UNE MANIÈRE ESSENTIELLE DE VIVRE LA FOI



L'ENGAGEMENT VÉCU
PAR ENTRAIDE ET FRATERNITÉ

LE DÉBUT DES ANNÉES 60

LE TEMPS DES BOULEVERSEMENTS :
FIN DES ANNÉES 60 AUX ANNEES 90

L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE

Pour que la Terre tourne plus **JUSTE** !



**quel avenir pour la fraternité
dans ce monde tel que nous
le voyons se développer
aujourd'hui ?**



INTRODUCTION

En mars 2014, la Commission théologique et pastorale d'Entraide et Fraternité et Vivre Ensemble a organisé le colloque *Pour que la Terre tourne plus juste : l'engagement des chrétiens*, en collaboration avec l'Institut de recherche *Religions, Spiritualités, Cultures, Sociétés* (RSCS) de l'Université catholique de Louvain.

Ce colloque international a été une occasion unique de contribuer au débat entre chrétiens des pays du Nord et du Sud (théologiens, religieux, enseignants, animateurs pastoraux, pratiquants divers) sur les enjeux de l'engagement chrétien pour le développement au Nord et au Sud dans un contexte de sécularisation, de recomposition du phénomène religieux et de globalisation économique. La question principale posée était la suivante : **Quel avenir pour la fraternité dans ce monde tel que nous le voyons se développer aujourd'hui ?**

Depuis ses débuts dans les années 60, Entraide et Fraternité (fondée en 1961) et, plus tard, Vivre Ensemble (association sœur, fondée en 1972), se sont clairement inscrites dans une recherche-action soucieuse d'analyser les causes du mal développement et de créer des leviers tant éducatifs que politiques *pour que la Terre tourne plus juste*. Les partenaires soutenus par Entraide et Fraternité et Vivre Ensemble, au Sud et au Nord, représentent des communautés parmi les plus pauvres. En Amérique latine, en Afrique et en Asie, nombre d'évêques, de prêtres, de religieux et religieuses, laïcs et laïques se sont investis, parfois en risquant leur vie, au sein de réseaux en vivant le message évangélique au travers de luttes visant notamment le maintien ou l'acquisition de droits fondamentaux. Sans doute un peu moins nombreux aujourd'hui, il en est qui continuent à développer de tels engagements de manière exemplaire. Le colloque a permis de connaître et d'explorer ces engagements. Ils donnent du souffle à notre combat au service des pauvres, à travers la transformation des cultures et structures économiques générant la pauvreté, en collaboration avec les croyants d'autres religions et toutes les personnes de bonne volonté.

Cette brochure témoigne, avant tout, de l'engagement d'Entraide et Fraternité et Vivre Ensemble. Elle **reprend, dans sa presque intégralité, l'exposé de Michel Molitor, Président de nos deux associations**, présenté au cours de ce colloque. Il reconstruit l'itinéraire des générations qui se sont succédé à Entraide et Fraternité et Vivre Ensemble – les deux faces d'un même projet de lutte contre l'injustice et la pauvreté par la mobilisation de la communauté catholique – et qui ont vécu leur engagement en l'adaptant aux différents contextes de ce dernier demi-siècle. Ce témoignage est **enrichi d'extraits de différentes interventions de partenaires et amis du Sud et du Nord.**



Bouddha raconta un jour cette histoire : « *Il était une fois deux chiens, qui, à des moments différents, entrèrent dans la même pièce. L'un sortit en remuant la queue, l'autre en grognant. Une femme vit les chiens et, intriguée, entra dans la pièce pour savoir ce qui rendait l'un heureux et l'autre tellement furieux. A sa grande surprise, elle trouva que la salle était pleine de miroirs. Le chien heureux avait trouvé une centaine de chiens heureux qui le regardaient, alors que le chien grogneur avait seulement vu des chiens en colère qui aboyaient contre lui. Quel est l'enseignement de cette histoire ? Ce que nous voyons dans le monde qui nous entoure n'est qu'un reflet de ce que nous sommes et de ce que nous faisons. Tout ce que nous sommes et faisons est le reflet de ce que nous avons pensé. Ce que nous pensons et faisons, nous devenons* ».

Si nous toutes et tous, avec d'autres personnes de bonne volonté, pensons qu'un modèle de société différent – plus solidaire, plus juste, plus respectueux de l'environnement – est possible et que nous œuvrons pour cela, alors il adviendra.

» Pour la Commission théologique et pastorale : Jean-François Grégoire, Myriam Tonus, Jacques Briard, Etienne Mayence, Angelo Simonazzi et Carmelina Carracillo



L'ENGAGEMENT VÉCU PAR ENTRAIDE ET FRATERNITÉ

Commençons par nous entendre sur cette notion, *l'engagement*, de manière à en avoir une compréhension commune. Jean Ladrière, philosophe à l'Université catholique de Louvain, écrivait :

« *La conduite d'engagement est un type d'attitude qui consiste à assumer activement une situation, un état de choses, une entreprise, une action en cours. Elle s'oppose aux attitudes de retrait, d'indifférence, de non-participation. Elle doit, bien entendu, se traduire par des actes mais, en tant que conduite, elle ne s'identifie à aucun acte particulier, elle est plutôt un style d'existence, une façon de se rapporter aux événements, aux autres, à soi-même* ».¹

L'engagement s'exprime ou se traduit par une conduite, autrement dit un comportement, une ma-

nière de vivre poursuivant un objectif, qui se nourrit de convictions. L'engagement correspond à une *décision* personnelle. Militer pour une cause est une forme d'engagement qui correspond au désir de changer une situation ou, au minimum, de résister à un état des choses que l'on trouve insatisfaisant. Plus profondément, l'engagement est une manière de faire quelque chose de sa vie qui ait du sens, qui corresponde à un désir profond ou à une nécessité. Nous parlerons ici d'engagement pour caractériser la trajectoire de personnes qui travaillent ou ont travaillé à Entraide et Fraternité et à Vivre Ensemble, deux associations dont l'objectif est de soutenir des actions de solidarité avec des groupes, des associations ou des réseaux au Sud et au Nord. Ceci indiquerait que la manière d'agir de



© F. Pauwels

Walter Lesh

Une seule famille humaine

Le message chrétien nous confronte à l'idée morale extraordinaire d'être tous et toutes des membres d'une seule famille de l'humanité. C'est ainsi que le neuvième chapitre du *Compendium de la Doctrine sociale de l'Église* (2005) introduit le lecteur à la problématique de la communauté internationale comme une branche actuelle de l'éthique politique pour souligner « *la vocation universelle du christianisme* ». « *Le message chrétien a été décisif pour faire comprendre à l'hu-*



Militer pour une cause est une forme d'engagement qui correspond au désir de changer une situation.

ces personnes ne se limiterait pas à une prestation professionnelle – toute exigeante soit-elle – mais qu'elle impliquerait en outre une forme d'*investissement* intellectuel, politique et affectif qui donne une couleur particulière à l'action poursuivie. Jean Ladrière parle d'un *style d'existence*, autrement dit une manière particulière de vivre qui exprime l'engagement ou les choix qu'il implique.

Ces trajectoires ou ces conduites d'engagement vont se vivre dans des contextes très différents au cours du demi-siècle qui nous sépare de la création d'Entraide et Fraternité. On dégagera *trois périodes* : les premières années ou la préhistoire d'Entraide et Fraternité, moment où s'élabore une action encore très marquée par des visions caritatives ; ensuite, la période

qui va de la fin des années 60 à la fin des années 80 – pour certains, la grande époque – où l'association va être plongée dans les tumultes du monde et très vite construire ses repères au contact de partenaires du Sud ; enfin, une troisième période – la période contemporaine – parfois marquée par le doute ou la lassitude et où l'engagement dans les causes de la solidarité va devoir tracer des chemins nouveaux dans une obscurité relative.

Entraide et Fraternité est une association qui est née au cœur du monde catholique. Tout au long de son trajet, on mesurera la manière dont va évoluer sa relation à l'Église et comment, à sa manière, elle a tenté de vivre et d'assumer divers visages du christianisme.

manité que les peuples tendent à s'unir non seulement en raison de formes d'organisation, de conjonctures politiques, de projets économiques ou au nom d'un internationalisme abstrait et idéologique, mais parce qu'ils s'orientent librement vers la coopération, conscients d'être des 'membres actifs de la même famille humaine universelle'. Les derniers mots sont une citation de l'encyclique *Pacem in terris* de Jean XXIII (1963).

Je suis fier d'appartenir à une tradition qui propose une telle interprétation de notre monde. D'autre part, je suis inquiet parce que je vois que cette belle formule de la famille humaine a été souvent banalisée. Elle a été déconstruite et détruite par des attitudes et des mentalités qui mettent

radicalement en question ce fondement anthropologique commun. Ce qui semble être tellement simple est vite décrit comme simpliste et naïf ; dans le pire des cas, l'universalisme est ouvertement caricaturé et ridiculisé.

Si nous sommes vraiment les membres d'une grande famille, nous sommes concernés par la souffrance des gens loin de nous. Notre humanité partagée devrait être une raison suffisante qui motive notre responsabilité, notre compassion, notre aide. Pourtant, l'obligation n'est pas claire du tout. Pourquoi est-ce que je devrais m'intéresser à la misère des personnes anonymes loin de moi si je dois déjà réagir à des interpellations urgentes chez

moi ou devant ma porte ? Même dans ce cas nettement plus évident, ma compassion active n'est pas garantie. Il y a peut-être un moment de mauvaise conscience qui reste finalement sans conséquence. Les médias qui transportent les souffrances du monde entier directement sur notre écran n'arrangent pas toujours les choses sur le plan de la motivation morale. Je vois que le monde ne tourne pas juste. C'est un constat incontestable. Mais qu'est-ce que cela signifie concrètement pour moi-même et pour ma compréhension d'une éthique sociale ?

» Walter Lesh, Professeur d'éthique à l'Université catholique de Louvain

» LE DÉBUT DES ANNÉES 60

Au début des années 60, les crises qui entourent la décolonisation sont à l'origine de débats sur les relations entre les pays du Sud et du Nord. Mais, dans l'ensemble, domine une *confiance robuste dans les dynamiques du développement*. Le développement est considéré comme une évolution linéaire soutenue par les investissements et les transferts technologiques. On pense que la démocratie, ses règles et ses institutions, qui ont fait leurs preuves dans la plupart des pays occidentaux, sont transférables dans le Sud. En outre, comme l'indiquait une théorie alors – et toujours – en vigueur (la *Trickle-Down Theory*), on pensait que les pays pauvres bénéficieraient automatiquement du développement global.

Le *mouvement de coopération au développement* démarre en force. De nombreuses organisations de volontaires se constituent. En Europe, beaucoup sont d'origine chrétienne : Compagnons bâtisseurs, Coopération Amérique latine, Volontaires de l'enseignement, Medicus Mundi, Fraternités africaines, etc. S'engager dans la coopération au développement est, pour beaucoup de jeunes, une solution de remplacement intéressante et utile du service militaire alors en vigueur.

En 1961, à l'instar du *Katholiekien Tag* organisé en Allemagne, les mouvements d'action catholique proposent la formule du *Carême de Partage* qui se substituerait aux privations traditionnelles. En Belgique, c'est Caritas qui va lancer la première formule destinée à combattre la famine qui sévit au Kasai. Entraide et Fraternité vient d'être créée. Elle est alors une machine d'assistance qui récolte et transfère des fonds issus des campagnes de Carême. Les années qui suivent, les fonds récoltés sont essentiellement destinés au Congo, au Rwanda et au Burundi. Les campagnes sont orchestrées à Bruxelles par le service d'animation de Caritas et relayées par les « propagandistes » appartenant aux Caritas diocésaines. Les décisions sur les projets sont prises par le directeur de l'époque, Mgr Cauwe, assisté de quelques secrétaires, et approuvées par le conseil d'administration. On est encore très largement dans une dynamique de charité où la militance et l'engagement ont peu de place. La communauté chrétienne pratique le partage dans une optique assez traditionnelle, tandis qu'on ne parle pas de solidarité à cette époque. Il n'empêche que l'on a identifié des besoins dans le Sud et que l'on estime que les croyants, comme tels, ne peuvent pas y être insensibles.





La souveraineté alimentaire comme engagement politique

Depuis 2008, on voit un nouveau discours se déployer dans le monde. Un discours très différent de celui des années 60 mais qui aboutit aux mêmes prescriptions politiques pour la privatisation de la terre et pour le développement du droit de marché sur les droits fonciers. Il se base sur l'argumentaire suivant : dans un monde aux ressources rares, avec une croissance démographique qui reste vigoureuse, avec 7 milliards d'habitants à nourrir, avec une productivité agricole qui certes a crû beaucoup plus vite que la population elle-même depuis cinquante ans mais qui est en train d'atteindre un plafond, il faut faire des ressources l'utilisation la plus efficiente : c'est-à-dire ne pas laisser ces ressources entre les mains de celles et ceux qui ne savent pas s'en servir de manière à les rentabiliser pour en tirer le profit maximum. C'est ça qui, aujourd'hui, domine les esprits, cette espèce de néomalthusianisme qui voudrait que ce soit un tort de ne pas utiliser les

ressources rares de la planète au maximum des possibilités de ce qu'elles ont à offrir et que le marché soit la seule manière d'identifier quel sera l'utilisateur le plus efficient des ressources. Parce que la personne qui met beaucoup d'argent sur la table pour racheter des terres est une personne qui va faire fructifier ces terres de manière à les rendre les plus productives possible car c'est pour elle un investissement qu'elle doit rentabiliser...

Pour permettre à des systèmes différents d'émerger, il faut la démocratie alimentaire, la possibilité de faire des choix. La souveraineté alimentaire nous montre la voie. Dans les années 80 et 90, la souveraineté alimentaire était le slogan du monde des paysans. Aujourd'hui, elle est un slogan des parents qui veulent que la cantine scolaire où vont leurs enfants se fournisse en bio chez les producteurs locaux. La souveraineté alimentaire est revendiquée par les employés qui veulent que la cantine d'entreprise ait des politiques d'achat plus durables. La souveraineté alimentaire est revendiquée par des conseils de politique alimentaire au Canada et aux États-Unis qui veulent rebâtir des systèmes agroalimentaires locaux. La souveraineté alimentaire n'est plus le monopole

de la paysannerie : c'est devenu un slogan partagé aussi par de larges secteurs de la population urbaine dans tous les pays du monde. Les expériences de systèmes agroalimentaires alternatifs qui se développent aujourd'hui sont, pour moi, une source d'espoir.

Je terminerai par l'histoire de cette sage-femme qui avait la réputation d'avoir toujours les réponses justes aux questions qu'on lui posait. Un enfant, voulant la piéger, arrive devant elle avec un oiseau qu'il avait emprisonné dans ses mains et lui demande : « Est-ce que cet oiseau est mort ou vivant ? ». Si la femme répondait que l'oiseau était vivant, l'enfant l'étoufferait illico ; si elle répondait qu'il était mort, l'enfant libérerait l'oiseau qui était vivant. La femme lui répondit : « Mon enfant, la réponse est entre tes mains ».

» Olivier De Schutter, ancien rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation



» Olivier De Schutter



LE TEMPS DES BOULEVERSEMENTS : FIN DES ANNÉES 60 AUX ANNEES 90

Arrivent les temps du changement. Le Concile Vatican II (1964-1967) crée de grandes espérances dans l'Église catholique. En 1968, à Medellín (Colombie), les évêques latino-américains manifestent leur *option préférentielle pour les pauvres*. En Amérique du nord, dès 1967 – et, en Europe, en 1968 – surgissent des mouvements qui contestent les formes traditionnelles de l'autorité. Dans la foulée, des mobilisations se multiplient autour des droits humains, de la libération de la femme, de la participation, de la libre discussion. C'est toute une *nouvelle culture politique* qui apparaît et qui s'oppose aux anciennes manières de penser et d'agir, nourrie par une pensée critique (où se mêlent parfois le meilleur et le pire). Bien entendu, ces mouvements ont de multiples échos dans l'Église, moins souvent dans les hiérarchies qu'à la base, où l'on met en question diverses rigidités qui n'ont pas encore cédé devant les intuitions et les orientations ouvertes par le Concile qui vient de se clôturer.

Ces transformations ont leur écho dans l'engagement de ceux qui rejoindront l'action d'Entraide et Fraternité. Elles sont souvent articulées. Plusieurs permanents d'Entraide et Fraternité, en-

gagés dans les causes du Sud, sont également impliqués dans des mouvements comme l'Église servante et pauvre, en Belgique. Leurs itinéraires sont variés, mais leur engagement prendra une couleur plus singulière à partir des idées nées des transformations dans ce qu'on appelle alors le Tiers-Monde.

En effet, au Sud, émergent de nouveaux courants d'idées, le plus souvent critiques, qui dénoncent les visions dominantes du développement : pensons aux travaux de Gunder Frank sur la théorie de la dépendance, au livre d'Eduardo Galeano *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*, et d'autres comme ceux de Samir Amin. En Amérique latine toujours, un courant comme la théologie de la libération définit les pauvres comme les acteurs de leur propre histoire. C'est en réalité un courant d'idées, considérablement novateur, qui est en train de prendre forme et d'acquiescer de la substance. Si le développement n'apparaît plus comme une trajectoire linéaire, on le pense dorénavant porté par des mouvements sociaux, des transformations révolutionnaires. Des voix de l'intérieur de l'Église s'inscrivent dans cette dynamique de transformation sociale. Archevêque

L'engagement d'une communauté au Brésil

Je travaille dans une région pauvre et abandonnée par les services publics. Il s'agit d'un faubourg de Rio de Janeiro, qui a en commun avec beaucoup d'autres banlieues de grandes villes en Amérique latine la violence, l'éloignement de l'emploi, le manque d'écoles, d'hôpitaux, d'espaces culturels et

sportifs, etc. Une communauté chrétienne s'est formée autour de la maison d'une famille assassinée en 1988 : père, mère enceinte et trois petites filles qui fréquentaient la catéchèse de la paroisse. La communauté entière fut ébranlée mais la peur entoura les faits d'un silence lourd et la maison resta abandonnée.

Les femmes de la paroisse m'ont invitée à participer à une « Marche pour la Paix ». La marche s'arrête devant la maison et on raconte ce qu'il s'est passé là, quelques an-

nées auparavant. Quelques mois après l'assassinat, quand les membres de la communauté arrivent à la maison et ouvrent la porte de la chambre où les enfants ont été assassinés, ils trouvent un rameau de rosier qui avait traversé le mur et s'était épanoui tout vert, même dans l'obscurité, sur le lit des enfants. Le Père Bruno dit alors : « Voilà un signe de vie ! Nous devons le faire pousser ! ». Ils ont alors pris toutes sortes de soins et ont arrosé la plante, mais elle est morte... La communauté a compris que, maintenant, c'était à eux



© C. Dubois-Grard

d'Olinda et Recife, au Brésil, Dom Helder Camara déclare : « *Si je dis qu'il faut aider les pauvres, je suis applaudi ; si je dis pourquoi ils sont pauvres, je suis traité de communiste...* ». Pour bien comprendre cette incrimination, il faut se souvenir qu'à cette époque, on vit toujours dans un monde polarisé entre les deux superpuissances, USA et URSS, qui portent chacune des modèles de société considérablement différents. Les gouvernements qui se succèdent aux USA ont une vision très réductrice des mouvements sociaux du Sud dans lesquels ils verront des menaces contre l'hégémonie du modèle de développement dont ils sont les porteurs.

Ces dynamiques ont un profond écho en Europe et, plus précisément, à Entraide et Fraternité qui, à l'époque, ne fait qu'un avec l'association sœur Broederlijk Delen, la séparation sur une base linguistique n'étant arrivée qu'en 1978. En 1969, le directeur de l'époque, Basile Maes, doit faire face à de violentes critiques de l'opération « Carême de

Partage » : à Leuven, des étudiants avaient collé sur les confessionnaires des églises des autocollants « *Broederlijk Delen : 40 jours de partage, 365 jours de vol* ». L'association est violemment critiquée comme assistantielle, conservatrice et cléricale. Basile Maes réagit en convoquant une assemblée où les mouvements de jeunesse flamands adoptent des positions très neuves et se sentent entendus et soutenus. Basile Maes avance et rédige *La tâche spécifique d'Entraide et Fraternité/Broederlijk Delen*, document qui acte et programme la transformation des associations. Suivra, peu après, un autre document *Projets : chances de libération*. Dorénavant, les associations s'inscrivent résolument dans une vision critique du développement et optent pour le soutien aux mouvements porteurs d'une alternative au modèle dominant. Entraide et Fraternité, soit par ses contacts directs, soit à travers la CIDSE², renforce ses réseaux de communication et de solidarité entre des religieux ou des théologiens d'Amérique latine et d'Europe.

de continuer la tâche de faire naître la vie et la résurrection à partir de ce lieu de mort. Ils ont décidé de transformer cette petite chambre en un lieu sacré, un espace de silence et de prière. Ils ont aussi pris la décision de s'engager pour des œuvres sociales, en faveur surtout des enfants et des jeunes.

La communauté a donc construit un centre communautaire et une église. Là, depuis lors, on pèse les petits enfants pauvres et on nourrit ceux qui sont en-dessous du poids. Ils ont installé un potager pour avoir

de la nourriture saine, sans pesticides... Ils ont construit un espace pour que les enfants et les jeunes puissent jouer et faire des activités culturelles et sportives. Ils ont créé des groupes de théâtre et de danse qui se produisent à chaque fête de la communauté. Ils ont édité un CD avec une musique et un chant qui raconte l'histoire de cette maison-église (comme dans les Actes des Apôtres). Pour ce qui est de la chambre des enfants, ils ont déplacé tous les objets qui sont restés de la nuit de terreur. Ils n'ont gardé que le sol et les murs

originaux. Ils ont ouvert un trou dans le mur qui avait été percé par le rosier et ils ont planté un nouveau rosier sur le sol de la chambre.

» Tereza Cavalcanti, Professeure à l'Université catholique de Rio de Janeiro



© F. Pauwels

» Tereza Cavalcanti

² Coopération internationale pour le développement socioéconomique, devenue ensuite Coopération internationale pour le développement et la solidarité : un réseau de 17 ONG catholiques d'Europe et d'Amérique du nord.

40 jours de partage

La multiplication des mouvements sociaux en Amérique latine se heurtera à des réponses autoritaires et brutales. L'armée impose une dictature militaire au Brésil, en 1964. Plus tard, ce seront les coups d'État militaires au Chili et en Uruguay (1973), en Argentine (1976) avec leurs cortèges de répressions et d'exilés. Par ailleurs, en Afrique, des mouvements de libération combattent la colonisation portugaise en Angola, au Mozambique et en Guinée-Bissau. Au Portugal, la *Révolution des œillets*, qui marque la fin des guerres coloniales et la sortie du régime autoritaire, démarre en 1974. En Afrique encore, la lutte anti-apartheid prend un essor considérable à partir de 1975. Ailleurs en Afrique, d'autres pays, comme le Congo-Zaïre, sont en proie aux convulsions postcoloniales. La croissance démographique dans des pays comme le Rwanda porte le germe des crises à venir. En Asie enfin, de nombreux mouvements s'éveillent, parfois dissimulés derrière les guerres postcoloniales qui ravagent la péninsule indochinoise ou les épisodes qui marquent le réveil de la Chine.

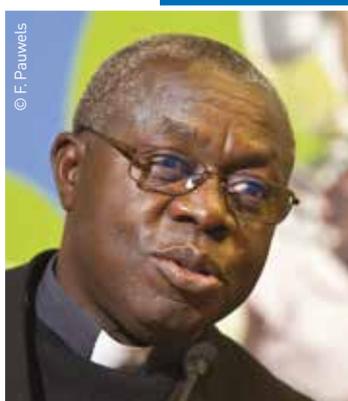
Ces événements qui se succèdent font clairement apparaître la *dimension politique* des problèmes auxquels Entraide et Fraternité, comme d'autres associations de coopération, est confrontée ; il s'agit de repenser en profondeur les actions à mener. Cette prise de conscience va également transformer les conditions de *l'engagement* des permanents et des volontaires dans le travail des associations et donner des accents singuliers à leur action.

L'engagement des chrétiens en RD Congo

En comptant sur l'engagement des chrétiens, la République démocratique du Congo, en particulier, ou ce monde en général, peut renaître de ses cendres. En vivant de l'Évangile, les chrétiens peuvent montrer que la Parole de Dieu est le chemin et la source de notre salut. Nous travaillons afin que Dieu soit glorifié dans le changement de mentalité et de comportement de tous en RD Congo et, spécialement, des chrétiens appelés à être des témoins de son Amour (cf. 1Cor 2, 6). Nous comptons sur la fé-

condité de la Parole de Dieu dans les cœurs de tous ceux qui œuvrent à la construction de la cité terrestre à l'image des bons intendants (Mt 25,21), pour que la Terre tourne plus juste.

» Mgr François-Xavier Maroy Rusengo, archevêque de Bukavu, RD Congo



» Mgr François-Xavier Maroy Rusengo

La relation entre les événements et les réponses à apporter

« L'événement sera notre maître intérieur », a écrit Emmanuel Mounier, philosophe français (1905-1950). De fait, ce sont les événements qui ont contribué à façonner les engagements d'Entraide et Fraternité. Voyons cela à travers quelques épisodes.

En 1973, le coup d'État des militaires au Chili est à l'origine d'un grand mouvement de solidarité. Des liens solides existent avec ce pays en raison des relations construites de longue date avec des étudiants chiliens qui sont passés par Louvain. Entraide et Fraternité s'investit dans l'accueil de réfugiés et dans de multiples actions de solidarité avec des groupes d'opposition au Chili. Les associations diffusent en Europe des informations qui ne passent pas par les canaux traditionnels des agences de presse.

En 1974, Entraide et Fraternité soutient les actions humanitaires des mouvements de libération en Angola et au Mozambique, ce qui lui vaudra d'être violemment attaquée par le journal *La Libre Belgique* qui l'accuse de fournir des armes aux rebelles. L'accusation est évidemment fautive. Il n'empêche qu'elle invite les contributeurs des actions d'Entraide et Fraternité à prendre leurs responsabilités. Des prêtres du Borinage imaginent la formule des « trois troncs³ » : un tronc pour l'assistance socioéconomique, un tronc pour la sensibilisation du public et un tronc pour le soutien à des opérations humanitaires des mouvements de libération. Cette formule sera imitée dans divers endroits.

En 1975, le soutien à la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud prend un nouveau tournant. Trois prêtres soutenus par Entraide et Fraternité

sont emprisonnés. L'archevêque de Durban, Mgr Hurley, un ami d'Entraide et Fraternité crée *Diakonia*, une fédération des Églises chrétiennes en lutte contre l'apartheid. Entraide et Fraternité participe activement à l'action « Banques apartheid » lancée par le Conseil œcuménique des Églises et relayé en Belgique par la Commission Justice et Paix. Les banques résistent, mais beaucoup de gens découvrent la dimension politique de l'action des banques et les questions éthiques liées aux placements financiers. La campagne provoque des changements de comportements concrets dans les placements bancaires, notamment de la part de congrégations religieuses. CREDAL, une coopérative de crédit alternatif, est fondée à cette époque, entre autres par Vivre Ensemble.



3 Tronc de collecte

Dans les années 70 également, Entraide et Fraternité commence à travailler au Brésil. Elle soutient la Commission pastorale de la terre (CPT), le Mouvement des paysans sans terre (MST) ainsi que des mouvements populaires urbains. Plus tard, elle sera active aux côtés du Forum social mondial de Porto Alegre. Toujours pendant ces années, mais au Pérou cette fois, elle entame, dès 1976, un programme d'activités en soutien à un travail de conscientisation et de solidarités concrètes dans la grande banlieue de Lima et dans le monde indien.

Aux Philippines, le président Marcos, qui a été élu démocratiquement en 1965, se maintient au pouvoir en 1972, en imposant la loi martiale et en durcissant encore plus sensiblement son régime dès le début des années 1980. Un partenaire

d'Entraide et Fraternité, Karl Gaspar, travaille avec NASSA (le Carême de Partage philippin) et des communautés chrétiennes de base sur l'île de Mindanao. Au début des années 80, il sera emprisonné pendant presque deux ans à Davao. Depuis lors, Entraide et Fraternité soutient des mouvements paysans régulièrement accusés d'activités criminelles alors qu'ils ne font que réclamer une juste répartition des terres.

Enfin, dernier exemple, mais la liste pourrait être très longue : en 1983, Entraide et Fraternité soutient une série de projets au Nicaragua sandiniste. Avec la Commission Justice et Paix et Broederlijk Delen, elle organise une mission d'information dont l'objectif est d'éclairer l'opinion en Belgique sur les changements à l'œuvre dans ce pays diabolisé par les USA.



Prise de conscience, ensemencement et partenariat

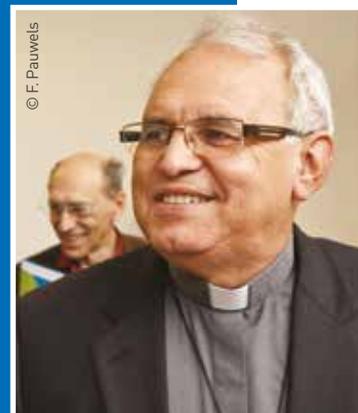
Dans ces divers contextes, la prise de conscience des problèmes et la formulation des programmes de soutien sont grandement facilités par la *rencontre* avec des acteurs ou des témoins du Sud. Ainsi, le travail avec le Brésil a été construit à partir de la rencontre avec Yolanda Thomé, militante de la JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne) et collaboratrice de Dom Helder Camara. Le travail avec l'Afrique du Sud se construit avec Mgr Denis Hurley, archevêque de Durban. L'expérience personnelle d'un travail de plusieurs années en Afrique et en Amérique latine a également été déterminante pour beaucoup de permanents et de volontaires. D'une manière générale, les contacts et les rencontres avec une multiplicité d'acteurs allant des militants de base de mouvements paysans jusqu'à des enseignants, des universitaires ou des autorités ecclésiastiques investies aux côtés des mouvements sociaux joueront un rôle déterminant dans la formation des analyses des membres d'Entraide et Fraternité. On peut véritablement parler d'une sorte d'*ensemencement* dans la mesure où les programmes d'Entraide et Fraternité se sont élaborés au contact de ces réalités et de ces acteurs. Par exemple, les communautés ecclésiales de base (CEB), en Amérique latine et particulièrement au Brésil, impressionneront beaucoup ceux qui les découvrent. Entraide et Fraternité contribuera à les faire connaître en Europe. En 1985, elle invite Dom Luis Fernandes, évêque brésilien de Campina Grande, dont elle traduit et diffuse l'ouvrage sur les communautés de base. Beaucoup passe par les contacts personnels avec des acteurs de base dans les communautés ou les groupes avec lesquels on travaille, avec des responsables religieux, mais aussi avec des personnes comme le théologien Joseph Comblin ou François Houtart, fondateur du Centre Tricontinental (CETRI, Louvain-la-Neuve), qui traduisent et interprètent les visions ou les aspirations des mouvements du Sud. Mais globalement, ce sont des gens du Sud qui ont ouvert Entraide et Fraternité aux réalités du Sud et ont favorisé la création de Vivre Ensemble.

L'engagement en tant qu'administrateurs d'un bien commun : la terre

Un principe fondamental, lorsqu'il s'agit de traiter de toutes les questions relatives à l'utilisation et la possession de la terre, est que Dieu a destiné la terre et tout ce qui est sur la terre à tous les êtres humains et pour tout le monde, de sorte que tous les biens de la création devraient être utilisés d'une manière juste. Cela se base sur le principe que l'origine première de tout est l'acte de Dieu qui a créé la terre et tous les êtres humains et qui nous a mis sur cette terre comme administrateurs. Dieu nous a donné la terre afin que personne ne reste exclu de ce que la terre nous donne. Et c'est là le principe fondamental de l'origine de la destination universelle des biens de la terre. Mais que se passe-t-il dans un pays comme le Guatemala où 2% de la population possède 84% des terres les plus fertiles et productives ? Et cela dans un pays qui se définit chrétien à 98% ?

Ce qui m'inspire personnellement en tant qu'évêque dans cet engagement social, c'est le chapitre 25, versets 32-40, de l'Évangile de St Matthieu, où le Seigneur dit : « J'ai eu faim et vous ne m'avez pas donné à manger, j'ai eu soif et vous ne m'avez pas donné à boire, etc. ». J'ai toujours dit qu'il ne s'agissait pas seulement de donner du pain, mais de comprendre pourquoi il y a la faim et pourquoi il y a un manque de nourriture. C'est dans cette direction qu'il faut diriger toutes les actions de notre ministère.

» Mgr Alvaro Ramazzini, évêque de Huehutenango, Guatemala



» Mgr Alvaro Ramazzini

Choix politiques et organisationnels

Autogestion et égalité salariale

Ces prises de conscience s'accompagnent de manières de travailler et d'organiser le travail de l'association qui traduisent les choix ou les options politiques. En 1978, après la séparation entre Broederlijk Delen et Entraide et Fraternité, celle-ci choisit un mode d'organisation qui traduit ses options fondamentales et l'engagement des permanents : l'autogestion, autrement dit la participation ouverte à tous aux décisions de l'association, et l'égalité salariale ou le principe de la rémunération identique quelle que soit la fonction occupée (les différences sont liées au nombre d'enfants et à l'âge). Il s'agit d'appliquer à soi-même ce qu'on exige des autres, des partenaires du Sud, notamment la participation de tous sur un pied d'égalité, facilitant la promotion de la femme. On prône l'égalité de parole entre tous. Faire de la place aux petits est une option fondamentale, comme apprendre ensemble. Ce régime perdurera sous des formes diverses pendant une trentaine d'années, jusqu'en 2009, année où il fut amendé moins par l'air du temps que par des considérations pratiques. Aujourd'hui encore, la structure d'Entraide et Fraternité et Vivre Ensemble est très faiblement différenciée et la tension salariale assez peu importante. Mais les choix des années 70 traduisaient très clairement une vision politique partagée et une volonté d'engagement fort. Une option sans doute facilitée par le nombre relativement réduit de permanents à l'époque. Ceux-ci se voient comme des militants de la solidarité plutôt que comme des professionnels de la coopération. Et à côté des permanents va se développer, essentiellement sur une base régionale, un fort réseau de bénévoles – les volontaires – qui participeront activement aux campagnes d'Entraide et Fraternité et Vivre Ensemble ainsi qu'au soutien de projets.

Articuler le Nord et le Sud : le partenariat

La lutte contre la pauvreté au Sud va, en effet, se compléter en 1972 par un nouveau programme : la lutte contre la pauvreté au Nord, qui se traduira par la création d'une autre association, Vivre Ensemble. Elle est, en quelque sorte, un autre visage de l'association originelle. Simplement, l'action se démultiplie vers une autre cible. Ce dédoublement a son origine, en partie du moins, dans des débats avec des interlocuteurs du Sud disant : « Dans votre pays, que faites-vous pour lutter contre

la pauvreté ? ». On découvre que la pauvreté et l'exclusion ont les mêmes racines au Nord et au Sud. Au Nord, comme au Sud, la philosophie est la même : le partenariat, autrement dit, le choix de travailler avec des acteurs, des mouvements, des associations engagés dans une lutte pour plus de justice et pour plus de dignité. Désormais, le duo Entraide et Fraternité et Vivre Ensemble n'aura plus pour vocation de créer ou de susciter des acteurs ou des projets, mais de *rejoindre* des acteurs dans *leurs* projets. Par rapport aux thématiques traditionnelles de la coopération, on peut parler d'un changement assez radical de vision, de définition ou de paradigme, si l'on veut utiliser un mot savant ; il s'agit désormais d'accompagner des mouvements dont on est solidaire.

La conscientisation des publics en Europe

Entraide et Fraternité ajoute à ses missions une activité d'information et de conscientisation. Ses membres estiment qu'il faut aussi changer les mentalités et agir sur l'opinion en Europe et, plus particulièrement, en Belgique. Ils ont lu Paulo Freire, le pédagogue brésilien proche des mouvements sociaux, et pensent que le travail d'éveil des consciences passe par de l'animation et de la formation. Les campagnes de Carême et d'Avent sont des moments forts de prises de conscience dans lesquelles interviennent des témoins venus du Sud ou issus d'associations partenaires du Nord. Depuis 1979, à côté de personnalités invitées à donner certaines conférences, on privilégie l'invitation de *partenaires de la base* pour rencontrer et informer les groupes locaux, dans les diverses régions en Belgique, afin de partager analyses et informations sur leur situation, leur action et leurs méthodes. La rencontre a souvent une vertu pédagogique plus importante que l'écrit. Des actions spécifiques sont conduites auprès des enseignants et des écoles. L'idée générale est d'éveiller les consciences aux racines profondes des inégalités et des injustices et de présenter les partenaires soutenus non d'abord comme des victimes mais surtout comme des acteurs qui luttent debout. Les actions de conscientisation prennent parfois une forme plus radicale. Ainsi, pendant plusieurs années, des militants d'Entraide et Fraternité ont-ils organisé dans diverses églises, un week-end de 48 heures de jeûne pour stimuler la prise de conscience sur les vraies causes de la faim. C'était l'opération *Jeûner pour changer*.



notamment en raison des *liens de confiance* créés au fil du temps. Ainsi, le travail au Pérou a été facilité par la proximité d'un réseau de laïcs et de prêtres parmi lesquels Gustavo Gutierrez, un des « pères » de la théologie de la libération, qui avait fait une partie de ses études à Louvain.

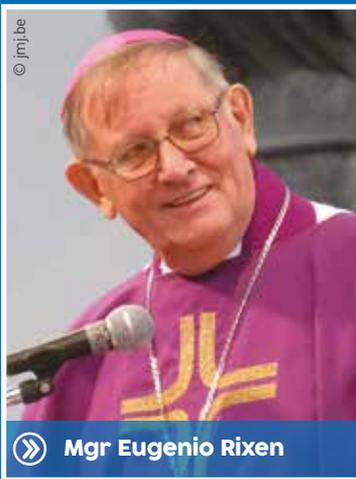
Par ailleurs, Entraide et Fraternité est une sorte de canal par lequel transitent informations et analyses sur les questions du Sud. Ses réseaux et ses contacts lui permettent de communiquer des informations et des analyses différentes de celles que diffusent les agences de presse. Entraide et Fraternité publie durant des années des *Flash* et des brochures *Voix du Tiers-Monde*. Elle entretient aussi des contacts utiles et efficaces avec certains journaux ou certains medias. Ce sera le cas lors des coups d'État militaires en Amérique latine, au cours de l'expérience sandiniste au Nicaragua et à l'occasion des conflits violents entre l'Église et les forces armées qui se marqueront, par exemple, par l'assassinat de Mgr Romero au Salvador.

Travail facilité par les réseaux ecclésiaux

Il est évident que les *réseaux liés aux structures ecclésiales* (en Belgique comme au Sud) ont joué un rôle capital dans la prise de conscience des problèmes et dans l'organisation de l'action,

Les contacts très actifs avec des secteurs de l'Église brésilienne seront un facteur essentiel dans le soutien aux mouvements paysans et aux projets urbains. Il en a été de même en Amérique centrale. Ces liens faciliteront les opérations de solidarité politiques quand des menaces seront exercées sur des milieux religieux. Ainsi, en 1976, Entraide et Fraternité participera à l'alerte de l'opinion publique internationale lors de l'arrestation de 17 évêques (dans leur majorité sud-américains) réunis par Mgr Leonidas Proaño à Rio Bamba, en Équateur⁴. Entraide et Fraternité soutiendra longtemps les réunions ultérieures de ces groupes d'évêques. La même année 1976, Entraide et Fraternité invitera Mgr Samuel Ruiz, solidaire des Indiens du Chiapas dans le sud du Mexique et futur médiateur entre le gouvernement mexicain et les zapatistes. Elle participera d'ailleurs à la campagne internationale de pétition qui prendra la défense de Mgr Ruiz lorsqu'il sera menacé de révocation par le Vatican.

⁴ Lire le texte d'Adolfo Perez Esquivel *La voix prophétique du Chimborazo, Monseigneur Léonidas Proaño* dans <http://alainet.org/active/26454&lang=es>



» Mgr Eugenio Rixen

L'engagement aux côtés des sans-terre

J'ai toujours accompagné les sans-terre depuis 1983, un peu forcé par les événements, quand les premiers

groupes ont occupé une ferme qui finalement a été expropriée par le gouvernement. J'ai alors compris que vivre l'Évangile, c'est s'engager socialement aussi. Ce n'est pas possible de vivre et de comprendre l'Évangile sans construire le règne de Dieu. Le règne de Dieu, c'est lutter pour tout ce qui est en faveur de la vie : lutter du côté des pauvres, des opprimés et des gens exclus de la réalité.

Je pense que notre foi peut apporter énormément de choses pour nous soutenir dans nos luttes sociales. Car il faut qu'on arrive à un consensus en ce qui concerne le problème de la terre au Brésil. Les principales idées sont les suivantes :

- soutenir l'agriculture familiale car c'est elle qui produit l'alimentation de la population ;
- soutenir la formation d'associations et de coopératives d'agriculteurs car, sans unir les gens, c'est très difficile de lutter contre l'agro-industrie qui a une force incroyable au Brésil ;

En Asie également, le travail d'Entraide et Fraternité sera facilité par l'appui de réseaux d'Église tels que *Asia Partnership for Human Development* (APHD), en 1979. Ce réseau d'organisations catholiques de développement (essentiellement les Caritas asiatiques et des organisations CIDSE d'Europe, du Canada, d'Australie et de Nouvelle Zélande) a forgé une nouvelle façon de coopérer, habitué dans le passé à ce que les décisions soient prises « par » le Nord et « pour » le Sud. APHD a révolutionné cette pratique en prenant les décisions à l'unanimité, d'après le principe « un pays = une voix ». Une majorité d'organisations asiatiques et une minorité d'organisations non asiatiques ont ainsi partagé le pouvoir de décision pendant 25 ans (1973 – 2008). Pour tous les partenaires autour de la table, ce fut un énorme lieu de formation mutuelle sur le développement et la coresponsabilité.

Toujours en Asie, le programme CIDSE Cambodge, Laos, Vietnam (CIDSE CLV) a constitué une étape

- défendre les syndicats des travailleurs locaux, donner priorité à ceux qui travaillent l'agriculture écologique. C'est ce que nous essayons de faire dans le diocèse de Goiás avec l'appui d'Entraide et Fraternité depuis des années ;
- lutter pour une véritable réforme agraire et agricole, pour une meilleure distribution des terres et la valorisation de l'agriculture familiale ;
- soutenir les pétitions en faveur de la limitation de la propriété rurale : au Brésil, il n'y a pas de limitation et plus on a des terres, moins on paye d'impôts. Pourtant, ce devrait être le contraire mais beaucoup de députés et autres sont des grands propriétaires terriens... ;
- dénoncer l'exploitation de l'Homme par l'Homme, qui continue d'exister au Brésil : les conflits de la terre et les martyrs persistent ;
- valoriser les écoles agricoles pour que les jeunes puissent continuer à aimer travailler la terre.

L'Amérique latine continue à avoir beaucoup de martyrs et l'évêque du Xingu me disait qu'une Église qui n'a pas ses martyrs, une Église qui ne souffre pas, une Église qui n'est pas persécutée ne peut pas être l'Église de Jésus-Christ.

» Mgr Eugenio Rixen, évêque de Goiás, Brésil

très importante pour Entraide et Fraternité. Après la guerre du Vietnam et le régime de Pol Pot au Cambodge, deux périodes qui avaient isolé et dévasté l'ancienne Indochine, il n'était pas possible pour la plupart des membres de la CIDSE d'y entrer pour développer leur propre programme. D'où l'idée de préparer ensemble, à partir de la CIDSE, des programmes, d'abord au Vietnam et au Cambodge, ensuite également au Laos. En tant que programme CIDSE, il fut également plus facile de négocier avec les autorités nationales ou provinciales des pays concernés ; négociations d'autant plus importantes qu'au début – et en partie encore aujourd'hui – les projets sont mis en œuvre par les autorités elles-mêmes et que le programme CIDSE CLV y apporta d'abord du matériel, puis de l'argent. Dans la mesure où, au début des années 2000, les régimes ont montré une certaine ouverture pour y tolérer des ONG locales, la plupart des bureaux CIDSE des trois pays se sont transformés en ONG locales, même si la CIDSE Laos existe encore en tant que telle pour faciliter un travail de plaidoyer.



La théologie du riz

Nous avons appliqué notre foi et l'enseignement religieux à une culture populaire ancrée dans les valeurs traditionnelles avec le mystère du riz en son centre. Les villageois pensent que, pendant la durée du cycle de la vie, le riz meurt trois fois. Dans chaque mort, il arrive que d'autres choses et personnes aient la vie. Le premier décès survient lorsque le riz est semé dans la terre ; la semence doit mourir et, après la pourriture, le plant de riz poussera. Le second décès survient au cours de la récolte, lorsque le plant de riz est coupé pour nourrir les vaches et les buffles, permettant aux animaux de vivre. La troisième mort se produit lorsque le riz est battu, broyé et cuit pour nourrir et donner vie à l'être humain.

Dans l'enseignement chrétien, le message est la mort et la résurrection de Jésus. La mort de Jésus mène à la résurrection et la vie nouvelle. C'est la mort qui donne la vie à la terre et aux êtres humains. Ce message correspond à la spiritualité du riz, puisque le riz a le mystère pascal intégré en son sein. L'administration de l'Eucharistie correspond en même temps à la foi et au mode de vie des peuples asiatiques qui prennent du riz comme aliment de base. Le riz est la vie et Dieu est l'immanent présent dans le riz. Quand les peuples de plusieurs villages et communautés s'unissent pour s'aider mutuellement sur la base du mystère pascal, c'est l'expression claire du corps mystique du Christ.

» Naiyana Vichitporn, directrice du Research and Training Center for Religio-Cultural Communities (RTCRC) à Chiang Mai, Thaïlande



© F. Pauwels
» **Naiyana Vichitporn**

À cette époque, en Belgique, de nombreux prêtres, religieux ou laïcs, à divers endroits de la structure ecclésiale, se retrouvent dans l'action menée par Entraide et Fraternité et participent activement à ses campagnes. Ils constituent des partenaires très précieux dans l'organisation des campagnes, mais aussi dans les opérations de conscientisation ou les actions de formation. Pendant ces années, les choix politiques sont sensiblement plus marqués qu'ils le seront dans les années 90 et suivantes. Certaines tensions apparaîtront entre les activités de récolte de fonds et les opérations de conscientisation dans la mesure où des fractions plus traditionnalistes de

l'opinion chrétienne suspecteront les options d'Entraide et Fraternité, mais il se trouvera toujours des alliés pour la soutenir dans toutes ses entreprises. Il existe de nombreuses connivences culturelles, politiques et spirituelles entre Entraide et Fraternité, la Commission Justice et Paix, le CGAL devenu le CIL (Conseil interdiocésain des laïcs), des syndicalistes, des groupes de base, des mouvements d'éducation permanente, des lieux de formation comme le séminaire Cardijn (devenu depuis le CE-FOC) et d'autres encore. Tous partagent la conviction que, malgré les difficultés de l'heure, le changement est possible.



La dimension chrétienne de cet engagement

Au départ, les autorités religieuses avaient donné un mandat à Entraide et Fraternité : organiser la solidarité de la communauté catholique de Belgique par rapport aux pays du Sud (solidarité limitée au départ à l'Afrique centrale ex-belge). Ce mandat était très large et fort imprécis et ce sont les animateurs d'Entraide et Fraternité qui ont progressivement élaboré les cadres de leurs programmes et défini les actions qu'ils entendaient conduire pour le réaliser. Les fondateurs d'Entraide et Fraternité n'avaient sans doute pas comme projet premier d'annoncer l'Évan-

gile, mais ils étaient convaincus que la solidarité était une manière essentielle pour les chrétiens de vivre et d'exprimer leur foi. La plupart des permanents et des bénévoles qui gravitent autour d'Entraide et Fraternité ne pensent pas qu'ils sont investis d'une mission exclusivement pastorale, mais ils partagent l'idée que la solidarité est la manifestation concrète et privilégiée de l'option chrétienne. Cette option se conjugue de deux manières : d'une part, on exprime la solidarité active d'une communauté de foi ou de conviction ; d'autre part, on organise la prise de conscience, par cette communauté, des problèmes du monde.

Il faut se remettre dans le contexte culturel et idéologique de l'époque pour comprendre ces choix. Entre la fin des années 60 et la fin des années 80, le climat politique et culturel est beaucoup plus effervescent qu'aujourd'hui. L'autorité est battue en brèche dans beaucoup de domaines – dans l'Église, dans l'enseignement, dans la politique, dans le monde du travail. Dans ses souvenirs, Basile Maes, directeur d'Entraide et Fraternité, reconstitue bien les tensions de l'époque. En 1969, les actions de solidarité d'Entraide et Fraternité sont critiquées par les mouvements tiers-mondistes actifs dans les milieux étudiants qui reprochent à l'association de se limiter à combattre les symptômes de l'abîme entre le Nord et le Sud alors que le problème de fond était celui du pouvoir auquel il fallait substituer un contre-pouvoir à partir du Sud. L'option révolutionnaire est d'ailleurs à l'agenda d'un certain nombre de mouvements dans le Sud. Inversement, une partie de l'opinion publique – et assez largement dans le monde chrétien – est loin de croire que des changements radicaux seraient nécessaires à la promotion de la justice dans le monde. Dans ce contexte, le choix des membres d'Entraide et Fraternité a été de renoncer à un travail de coopération classique basé sur la relation entre ceux qui donnent (les riches) et ceux qui reçoivent (les pauvres) et d'y substituer une vision radicalement différente : voir dans les pauvres, les exploités, les sujets d'une histoire à laquelle tous étaient invités à participer. Il est clair que les membres d'Entraide et Fraternité auront été profondément marqués dans l'évolution de leur pensée, de leurs analyses et de leurs choix par la rencontre du christianisme qui se formule au Sud à travers la théologie de la libération. En effet, celle-ci s'enracine au départ dans la situation des opprimés, des exclus. Gustavo Gutierrez l'a fort bien exprimé : en quoi la relation à Dieu – ma relation à Dieu – prend-elle en compte les pauvres, ceux qui ne comptent pas, les invisibles ? La question n'est pas celle de l'existence de Dieu (interrogation de l'Occidental), mais bien de savoir où Il se trouve, à côté de qui Il est.

Pendant ces années, les permanents et les volontaires d'Entraide et Fraternité partagent des visions et des options fortes qu'ils traduiront concrètement dans leurs modes d'organisation et de travail. Ici, comme dans d'autres sphères d'activisme, la frontière est mince entre l'engagement militant et la vie professionnelle. Mais si l'on refuse l'ordre social dominant, si l'on croit à la nécessité et à l'urgence de sa transformation radicale, on pense que ces changements sont possibles.





L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE

Au milieu des années 90, les choses deviennent fort différentes. Le modèle socialiste a disparu avec l'effondrement de l'Union soviétique. Le libéralisme, sous ses diverses formes, triomphe et inspire la politique des pays du Nord. Au Sud, le capitalisme a été imposé par des régimes autoritaires. Dans le domaine des idées, certains annoncent la fin de l'Histoire – autrement dit, les affrontements entre modèles concurrents ont perdu leur raison d'être et l'humanité évolue vers un avenir réconcilié par le marché. D'autres, minoritaires, continuent à dénoncer cet irénisme de somnambules. On verra qu'Entraide et Fraternité se situe du côté de cette minorité qui se destine à l'activation des consciences. Pour comprendre la difficulté de l'entreprise, il est utile de préciser la manière dont le contexte de l'action d'associations comme Entraide et Fraternité a changé. Parmi les données nouvelles, les menaces sur l'environnement naturel et la prise de conscience de l'impossibilité d'une croissance infinie mettent en cause le régime capitaliste qui n'est plus contrôlé.

Un climat morose

Au début des années 2000, le climat est au pessimisme, à la morosité, en Europe en tout cas. Le

monde est dorénavant multipolaire et doit faire face à des problèmes environnementaux de plus en plus préoccupants. A côté de la Chine, les pays émergents sont de nouveaux acteurs qui comptent. Sous diverses formes, le capitalisme se présente comme le porteur efficace du changement et de la modernité. Le sentiment d'impuissance devant la marche du monde est assez répandu. Les grandes utopies qui entraînaient la mobilisation des consciences et des volontés ont perdu leur efficacité. Il faut bien constater sinon une indifférence, du moins une lassitude de l'opinion publique par rapport aux problèmes du monde.

Les grandes causes mobilisent moins. A la lutte contre l'apartheid, qui constituait un signe de ralliement et de mobilisation commode, on préfère aujourd'hui des actions plus ponctuelles, des projets plus précis. C'est un changement de paradigme : le changement ne vient plus d'en haut, mais il passe par une *accumulation d'actions à la base*. La spéculation contemporaine sur les matières premières alimentaires est certainement un scandale aussi grand que l'apartheid en son temps, mais on ne l'attaque plus de manière globale.



Il est plus difficile de conscientiser les gens sur des thèmes comme le bien commun, l'intérêt général, le service public. La foi dans l'avenir, dans le progrès a assez largement disparu. L'avenir est représenté comme une incertitude. Un de nos interlocuteurs nous dit : « *On analyse tellement bien qu'on décourage les gens* » ou encore : « *L'intelligence est du côté du cynisme ou du pessimisme* ». A cela, nous n'avons à opposer que nos témoins, leur résistance et leurs actions. S'il n'y a plus de contre-modèle immédiatement disponible à l'échelle du monde, on prend conscience de la nécessité de réagir, de montrer ce qui marche. Soutenir des résistances est le premier pas vers la construction d'une autre société.

Le duo Entraide et Fraternité et Vivre Ensemble est dorénavant une association qui recourt de plus en plus au cofinancement avec les pouvoirs publics. Ses ressources propres en provenance des campagnes de Carême et d'Avent diminuent en proportion de l'étiollement des publics paroissiaux. Elle dispose moins qu'auparavant des moyens financiers qui lui permettaient de conduire une politique de soutien de projets et de coopération qui n'obéissait qu'aux seuls critères qu'elle s'imposait. Dorénavant, pour une partie de ses activités, elle est dépendante de subsides gouvernementaux. Dans une certaine mesure, la solidarité est devenue un marché concurrentiel sur lequel évoluent

une multitude d'acteurs, ONG et associations, qui sollicitent le public à l'appui de leurs programmes. Difficulté particulière pour Entraide et Fraternité : dans un monde relativement dépolitisé, il est plus facile de mobiliser des ressources sur l'émotion que sur la justice. Néanmoins, l'association garde un réseau très riche de relais et de partenaires dans les pays du Sud.

A l'instar de ce qui se passe ailleurs, on assiste dans la communauté chrétienne à une certaine sécularisation des références. Si les sources chrétiennes demeurent vivantes, elles sont moins explicites. Dans une société de plus en plus sécularisée, certains pensent qu'il est difficile d'être une organisation d'Église (et donc, de paraître dépendant d'une hiérarchie ecclésiastique). C'est l'effet paradoxal d'une Église où les laïcs trouvent souvent difficilement leur place. Du côté d'Entraide et Fraternité, on a le sentiment que le travail est beaucoup plus facile avec les prêtres plus âgés qui ont partagé les espérances de transformations sociétales et ecclésiales qu'avec les prêtres plus jeunes, plus préoccupés de pastorale, dans les conditions actuelles, inédites et difficiles. La division du travail, mais aussi les complémentarités entre solidarité et pastorale ne sont pas toujours bien comprises. Du côté d'Entraide et Fraternité, on estime que la pastorale doit comporter une composante essentielle de solidarité.



L'engagement pour la justice sociale dans la Bible

« La terre appartient à Dieu », déclare le Deutéronome (Dt 10,14). Chacun ne fait qu'en recevoir une part en prêt, et nul ne peut se l'approprier comme si les biens qu'il gère étaient sa pleine propriété, comme si le propriétaire n'avait de comptes à rendre à personne. C'est ce qui explique l'institution de l'année jubilaire (Lv 25,8-17) : tous les 50 ans, chacun revient dans son patrimoine initial (vv. 10.13), et chacun rend ce qui appartenait à l'autre ; on ne vend donc pas le terrain, mais un certain nombre de récoltes (vv. 15-16). En effet, la terre a été donnée par *YHWH* (v. 2). S'il est vrai que nul n'est vraiment propriétaire de la terre, celle-ci doit servir à la vie de tous et personne ne peut léser autrui (v. 17). On comprend à cette lumière l'ordre donné par le Deutéronome : « *Qu'il n'y ait pas de pauvre chez toi* » (Dt 15,4).

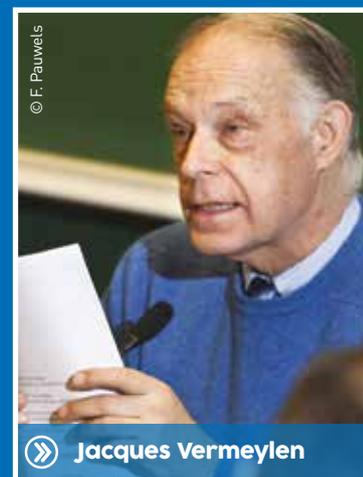
L'idéal de la vie en communauté chrétienne, qui anticipe elle-même ce que les premières générations chrétiennes espéraient pour la société dans son ensemble, s'exprime dans les Actes des Apôtres : « *La multitude de ceux qui étaient devenus croyants n'avaient qu'un cœur et qu'une âme et nul ne considérait comme sa propriété l'un quelconque de ses biens : au contraire, ils mettaient tout en commun. Une grande puissance marquait le témoignage rendu par les Apôtres à la résurrection du Seigneur Jésus et une grande grâce était à l'œuvre chez eux tous. Nul parmi eux n'était indigent : en effet, ceux qui se trouvaient possesseurs*

de terrains ou de maisons les vendaient, apportaient le prix des biens qu'ils avaient cédés et le déposaient aux pieds des Apôtres. Chacun en recevait une part, selon ses besoins. » (Ac 4,32-35).

Personne ne s'accapare un bien, chacun donne selon ses possibilités et chacun reçoit selon ses besoins, et c'est cet échange inégalitaire qui permet à tous de vivre décemment pour former ensemble une fraternité heureuse. Un tel idéal n'a jamais été mis totalement en pratique, sinon peut-être dans les kibboutzim israéliens, mais il dit une visée, une utopie mobilisatrice. Telle est, en définitive, la justice vers laquelle la Bible nous invite à tendre.

La Bible ne propose aucune doctrine unifiée ou cohérente concernant la justice. C'est d'ailleurs un livre de questions plutôt qu'un exposé de « la bonne réponse ». En le parcourant, nous découvrons comment la problématique de la justice a évolué au fil des temps. Il suggère ici et là des éléments de réflexion et des invitations à agir concrètement. Comme notre société est foncièrement différente des sociétés de ce temps-là, nous ne sommes pas dispensés de continuer la réflexion.

» Jacques Vermeylen, Professeur émérite à la Faculté de théologie de l'Université de Lille et à la Faculté ouverte des religions et des humanismes laïques



© F. Pauwels
» Jacques Vermeylen





Plusieurs ont été déçus devant l'évolution – ou plutôt l'absence d'évolution – des structures globales de l'Église, même si la confiance et l'admiration demeurent pour des figures emblématiques, à la base ou dans la hiérarchie. Entraide et Fraternité a mal vécu la méfiance à l'égard des évêques, prêtres ou laïcs qui soutenaient la théologie de la libération en Amérique latine, voire leur répression. En 1988, elle a soutenu le cardinal Evaristo Arns de São Paulo, harcelé par le Vatican malgré sa carrure exceptionnelle.

Les contacts personnels entre les membres d'Entraide et Fraternité et des leaders de mouvements sociaux ou des penseurs du Sud ont changé. Ceci s'explique en partie parce qu'un certain nombre de militants d'Entraide et Fraternité ont moins d'expérience concrète de terrain que les générations précédentes. De nombreux partenaires d'Entraide et Fraternité évoluent aujourd'hui dans un contexte pluraliste. Au Sud, certains interlocuteurs traditionnels ont disparu ou ont été remplacés par des responsables religieux indifférents ou parfois opposés aux options d'Entraide et Fraternité. Les membres d'Entraide et Fraternité découvrent aussi la valeur et l'intérêt des collaborations œcuméniques enrichissantes et permettant des actions plus libres dans des situations difficiles. Cependant, là où la chose est possible, des relations riches et solides demeurent avec des secteurs ou des structures associées à l'Église.

Incertitude et engagement

Ce contexte étant schématiquement posé, il nous faut tenter de comprendre la manière dont il agit sur l'action collective avant d'en revenir à l'engagement qui est notre préoccupation première. Depuis plus d'un siècle, quelles que soient les épreuves vécues par les êtres humains, nos sociétés ont partagé une croyance dans le progrès et ses possibilités. À

leur manière, le socialisme comme le libéralisme étaient deux idéologies qui portaient cette idée d'un futur meilleur et mieux maîtrisé. De diverses manières, les choses sont moins évidentes aujourd'hui.

Pour l'essayiste argentin Miguel Benasayag, nous sommes aujourd'hui dans une époque obscure⁵. Et l'obscurité voile l'horizon. Il dit : « *La société occidentale a inventé l'idée qu'il (fallait) toujours que cela aille bien, que la société soit sans maladie, sans pauvreté... Les autres cultures ont cette sagesse que parfois ça va bien, parfois ça va mal. Il n'y a pas de vie sans mort, pas de puissance sans fatigue, pas de justice totale. Il y a des actes de justice. Nous misions sur la promesse que tout allait bien aller et quand le négatif est là, nous ne savons pas comment le gérer, y remédier. Du coup, surgissent violences, recherches identitaires à tout prix, car nous vivons dans un monde menacé et nous ne savons pas comment faire avec* ».

Cela rappelle une image rapportée par Paolo Freire lors d'une conférence à l'Université catholique de Louvain. Il venait de voir un film américain, une histoire de fin du monde où un survivant, errant dans les ruines, cherche à s'abriter dans une maison encore debout. Il est « accueilli » par un autre survivant, un homme avec un fusil qui lui crie « *Get out of my home* ».

Tout ceci pèse évidemment sur l'engagement qui est de plus en plus difficile à vivre ; il faut dorénavant penser l'engagement dans la complexité. « *L'individualisme dominant nous fait perdre tout lien avec notre écosystème (...). Il n'y a plus de loi, il n'y a que des intérêts individuels. La résistance c'est aussi montrer que nous ne sommes pas que des individus, mais expérimenter des liens.* »⁶

Deux idées semblent essentielles pour comprendre l'engagement aujourd'hui.

5 Voir <http://www.mondequibouge.be/index.php/2012/03/s-engager-dans-une-epoque-obscur/>

6 Idem

Il est très difficile de s'engager dans des luttes qui ne portent pas explicitement leur promesse. De manière générale, je me mobilise *pour* quelque chose. Mais Miguel Benasayag nous dit : « *Pourtant, comme je ne lis pas 'pour' avoir lu beaucoup de livres, je ne m'engage pas 'pour' un monde meilleur, mais mon engagement 'est' un monde meilleur* ». Cette idée est essentielle. L'engagement se construit le plus souvent en fonction d'un résultat escompté. Parfois, comme le disait Albert Camus, il ne se justifie que par la défense de principes. Mais, dans tous les cas, il doit être porteur d'un sens en soi : l'engagement porte en lui-même sa justification de par le *sens* qu'il donne à l'existence. Et il en va certainement ainsi de l'engagement chrétien : mon engagement est un acte de justice, mon engagement est un geste de fraternité, mon engagement est un monde meilleur.

La seconde idée est une sorte d'appel à la mesure : il faut accepter que l'histoire ne soit pas un cheminement de l'obscur vers le lumineux. Écoutons encore Miguel Benasayag : « A une époque obscure succède une époque lumineuse. A une époque lumineuse succède une époque obscure. Ça ne peut pas toujours aller bien. Il faut en appeler à la sagesse. Je ne lutte pas pour la lutte finale. Je lutte face à une injustice ». Lutter contre l'injustice, lutter dans l'incertitude parce que ce combat me semble nécessaire, sans trop savoir où cette lutte me mène est la situation dans laquelle se trouvent, aujourd'hui, beaucoup de ceux qui militent. Cette forme d'engagement est certainement plus difficile à assumer que dans les situations où les choses semblaient plus évidentes et les programmes mieux établis.

L'économie sociale et solidaire : une alliance porteuse de changement

Comment penser l'avenir pour un monde dont le modèle n'est plus tenable ? Le défi, c'est de ne plus penser l'utopie comme une solution pré-fabriquée qu'il suffirait d'appliquer. On voudrait avoir tous la solution, un modèle différent à mettre en application... L'économie sociale et solidaire aujourd'hui nous donne à voir quelques expériences qui sont porteuses de nouveauté. Il n'y a pas aujourd'hui *un* modèle macro qui pourrait se substituer au modèle actuel : il y a une multiplicité de pratiques qui nous disent qu'on peut faire autrement. Pour moi, aujourd'hui, la nouveauté, l'utopie vont justement engendrer ce modèle vide auquel nous sommes aujourd'hui confrontés plutôt que d'imaginer un modèle qu'ensuite on va appliquer. Je pense que toutes ces pratiques que nous présente aujourd'hui l'économie sociale et solidaire sont de l'ordre de l'engendrement, c'est-à-dire comment faire apparaître le nouveau en créant. C'est au travers d'expériences d'actions collectives nouvelles que la nouveauté apparaît : des mutualisations, des formes nouvelles de mise en commun, l'habitat collectif, le partage des espaces de travail... Il y a une innovation énorme. Ces pratiques aujourd'hui disent quelque chose de nouveau : il y a un bien-être qui n'est pas seulement celui du bien matériel mais qui passe par le « bien vivre ensemble ».

Le terme biblique d'alliance dit quelque chose de différent de la relation contractuelle. Ce qu'on fait habituellement quand on signe un contrat, c'est essayer de se préserver des risques que l'autre peut me faire courir ; le contrat, c'est la manière de ne pas me faire avoir par l'autre. L'alliance, c'est

autre chose : c'est prendre des risques ensemble. Ça veut dire que si tu échoues, j'échoue avec toi ; et si tu réussis, je réussis avec toi. Aujourd'hui, dans l'économie sociale et solidaire, il y a des expériences qui renvoient à cette relation d'alliance. On parlera donc de partenariat entre producteur du Sud et consommateur du Nord, comme dans le cas du microcrédit : des producteurs ne pouvant accéder à des prêts dans les banques classiques se tournent vers des associations de microcrédit où ils auront le prêt parce qu'on leur fait confiance ; ils seront accompagnés pour que ce crédit puisse servir à monter un projet. Ici, on est dans une relation de confiance et non plus dans une relation contractuelle qui consiste à établir quels sont les droits et les devoirs de chacun. Pour moi, c'est cela, faire une lecture anthropologique de la Bible.

» Elena Lasida, théologienne et maîtresse de conférences à la Faculté des sciences sociales et économiques de l'Institut catholique de Paris



» Elena Lasida



**Mon engagement
est un acte de justice,
mon engagement
est un geste de fraternité,
mon engagement
est un monde meilleur.**

THE
Direct & Source

Militer entre la conviction et le doute : Abraham et Moïse

Dans un livre déjà ancien qu'il consacre aux militants⁷, Daniel Mothé évoque les deux figures du prophétisme étudiées par André Neher dans son livre *L'essence du prophétisme*⁸ : Abraham et Moïse.

« Abraham, écrit André Neher, accepte toutes les offres divines d'un cœur égal : l'appel, le départ, la confiance, la lutte et même l'épreuve. Il croit en Dieu ». (...) Abraham ne soupçonne pas que Dieu puisse être dans l'erreur ou dans l'injustice, sa foi est absolue. C'est le prophète de la certitude ». De fait, le militant des années 70 croit le changement possible, il pense que les luttes sociales sont le chemin qui conduira nécessairement à plus de justice. Son engagement repose sur des bases solides.

Moïse a un profil très différent. « Moïse, écrit André Neher, est le prophète du doute, du refus, de la révolte... ». Un militant contemporain, s'il a la foi, n'a que peu de certitudes ; il est le militant du doute. Il doit accepter l'inconfort de ne pas avoir de réponse toute faite aux questions qu'il se pose. Les alternatives qu'il nourrit sont incertaines, mais il sait qu'il ne peut pas ne pas avancer. Écoutons encore André Neher : « La réalisation de la révélation faite à Abraham dépend de la foi d'Abraham, puis du mûrissement de l'œuvre accomplie par Dieu. Mais la réalisation de la révélation faite à Moïse dépend conjointement de la foi de Moïse et de celle du peuple. Une dialectique du prophète et du peuple s'ajoute à la dialectique du prophète et de Dieu ».

Écoutons le commentaire de Daniel Mothé sur cette idée : le doute vient justement de cette faculté qu'a Moïse d'écouter le peuple, tandis que la certitude d'Abraham est protégée du fait qu'il

n'entretient de rapports qu'avec Dieu. C'est une idée tout à fait fondamentale. Le militant aujourd'hui n'est pas imperméable aux questions, aux doutes, aux tourments du monde dans lequel il vit. Il n'est pas protégé des interrogations de ses contemporains. Mais, à la différence de beaucoup de ceux-ci, il ne s'incline pas devant l'évidence, il ne se soumet pas au destin ni à la fatalité.

L'engagement : du doute à l'espérance

L'engagement des militants (permanents et volontaires) d'Entraide et Fraternité n'a jamais été facile. Mais, pendant la première période, il a été porté sur une dynamique affirmative - les mouvements sociaux qui portaient l'aspiration de justice, les luttes pour la restauration de la démocratie, une Église en mouvement - et la conviction que d'autres voies étaient possibles, même si le chemin était rude et long. Beaucoup, chacun à sa manière, avaient le sentiment de mettre en œuvre ce qu'Yves Burdelot appelle la proposition chrétienne : non une théorie, mais une histoire, l'histoire d'un homme à rencontrer et à suivre⁹.

Armand Baudhuin rappelait récemment que la mémoire chrétienne nous apprend comment Jésus lui-même a été confronté (et nous, aujourd'hui, avec lui) aux deux faces d'un monde en crise : « Sur sa face d'ombre, l'impasse où se trouve le monde ancien (...), sur sa face de lumière, (...) l'urgence de voir venir un monde nouveau à la hauteur du désir des hommes et de l'espérance que Dieu a éveillée et éveille en eux. C'est la dynamique espérance qui ne se laisse décourager par aucun sentiment de fatalité (...). Un autre monde est possible. Lève-toi et marche, ta foi t'a sauvé »¹⁰.



7 Daniel Mothé, *Le métier de militant*, Le Seuil-Point, 1973.

8 André Neher, *L'essence du prophétisme*, Calmann-Lévy, 1955.

9 Yves Burdelot, *La proposition chrétienne*, Cerf, 2002.

10 Armand Baudhuin, *Quelles ressources dans la mémoire chrétienne ?* Colloque de Brialmont, 5 mars 2014.

L'engagement des jeunes

Beaucoup de bénévoles (on les estime à plus d'un million en Belgique), surtout lorsqu'il s'agit d'enjeux socioéconomiques, sont chrétiens, c'est-à-dire qu'ils sont habités par une Parole tranchante, celle qui évalue le degré de la foi non pas au nombre de prières ou à la pratique dominicale, mais au souci du plus fragile : « *Si quelqu'un dit : 'J'aime Dieu', et qu'il haïsse son frère, c'est un menteur. En effet, s'il n'aime pas son frère qu'il voit, il ne peut pas aimer Dieu qu'il ne voit pas* » (1 Jn 4, 20). Pour ces hommes et femmes engagés, le seul jugement qui vaille est celui que propose l'Évangile : « *J'ai eu faim et vous m'avez donné à manger ; j'ai eu soif et vous m'avez donné à boire ; j'étais étranger et vous m'avez accueilli chez vous ; j'étais nu et vous m'avez habillé ; j'étais malade et vous avez pris soin de moi ; j'étais en prison et vous êtes venus me voir* » (Mt 25, 35-36).

Enfin, je ne peux pas terminer sans évoquer les jeunes. Nos communautés chrétiennes vieillissent, c'est une évidence. La relève ne vient pas, se plaignent les mouvements d'action catholique. Cependant, la jeunesse ne manque ni de générosité ni d'ouverture, tant s'en faut ! Mais il me semble qu'on n'a pas encore pris chez nous la mesure du choc en retour du désinvestissement de l'Église en milieu de jeunesse. Cela fait plus de 25 ans que les écoles, les mouvements de jeunesse sont, pour la plupart, privés d'une « présence de l'Évangile en chair ». C'est-à-dire de personnes qui offrent aux jeunes l'écoute et la présence qui leur sont tellement nécessaires, qui leur offrent des temps d'initiation, seul chemin réel vers la découverte de la foi ; qui marquent, par leur simple présence gratuite, que l'utilitarisme n'est pas la seule règle de conduite humaine. Certes, il n'y a plus assez de prêtres et de religieuses pour assurer ce service comme autrefois. Mais le fait de n'avoir pas fait preuve de créativité en mettant par exemple sur pied des équipes de « visiteurs » et d'« accompagnants » de jeunes (comme c'est le cas pour les personnes âgées, les malades, les sans-abri, les étrangers, etc.) a fait que les jeunes se sont massivement éloignés de l'Église. Comment s'en plaindre, alors que l'Église s'est ainsi éloignée d'eux ?

Or, s'agissant des questions de justice, l'avenir est entre les mains des jeunes générations. Ce sont elles qui devront affronter les conséquences d'une dualisation sociale insupportable, insoutenable à long terme. Ce sont elles qui devront faire preuve à la fois de réalisme, de générosité, de créativité, de courage... Comment le pourront-elles si, dès à présent, elles ne sont pas entraînées, comme l'ont été la plupart d'entre nous, dans des élans de mobilisation et de réflexion qui les convoquent à la responsabilité ? La Parole chrétienne, tellement subversive, ne sera crédible à leurs yeux que si les jeunes peuvent côtoyer, au quotidien, des hommes et des femmes qui l'incarnent et en prennent le risque. Il y a bel et bien encore du chemin à faire !

» Myriam Tonus, laïque dominicaine, membre de la Commission théologique et pastorale d'Entraide et Fraternité et Vivre Ensemble



Myriam Tonus



Aujourd'hui, les conditions de l'engagement sont complexes. Les appuis comme les références sont moins clairs. Nos partenaires, les groupes ou communautés dont nous soutenons l'action ne vivent pas dans beaucoup plus de clarté, mais malgré les doutes et les hésitations, ils savent que leur combat est nécessaire. Jean Ladrière écrivait à ce sujet : « *L'engagement consiste à 'prendre ses responsabilités' à l'égard d'un certain état des choses. Une telle conduite présuppose que l'état des choses en question comporte une certaine indétermination, que la situation donnée n'est pas toute faite, qu'elle attend de notre part une prise de position non seulement sous la forme d'un jugement mais sous la forme d'actes concrets qui s'enchaîneront progressivement* ». ¹¹

Si donc l'indétermination sur les conditions de l'engagement est plus grande que par le passé et que les résultats sont moins évidents, l'engagement n'en reste pas moins nécessaire. Plus encore, s'il est difficile à assumer, il n'en est pas moins essentiel. Je pense qu'il en va de même de l'engagement chrétien qui est toujours le produit d'une décision. Mais, en cette matière, on n'est jamais seul et c'est ici précisément que l'on retrouve toute la richesse des liens qui unissent les militants (ou « *ceux qui s'engagent* ») à des communautés, des groupes, des partenaires qui arpentent les mêmes chemins. Et, en tout premier lieu, les communautés chrétiennes dont on ne devrait jamais les séparer.



(...) la situation donnée
(...) attend de notre part
une prise de position
sous la forme d'actes
concrets qui s'enchaîneront
progressivement.

L'histoire du salut s'écrit au masculin et au féminin

Chacun de nous doit assumer non seulement son humanité dans sa singularité mais aussi considérer l'autre dans sa spécificité. La question de l'altérité est essentielle lorsque nous abordons ces questions par rapport à la doctrine sociale chrétienne et la justice sociale. Il est ici question de renverser les mythes, les conceptions tant intellectuelles que culturelles à partir des différences sexuelles et qui servent à la subordination d'un sexe à l'autre. Cette différence est nécessairement inscrite dans une culture donnée, le sens qu'elle prend est aussi dépendant des rapports effectifs entre hommes et femmes dans un contexte donné. C'est cela qui nous amène à l'égalité en dignité mais aussi l'égalité en droits fondamentaux des êtres humains : l'égle répartition des tâches, des rôles, des responsabilités dans la société, voire dans l'Église ; il s'agit de l'équité au sens d'une juste redistribution et un accès inévitable à toutes les ressources.

La question de la justice sociale nous provoque à chaque niveau où nous nous trouvons par rapport à l'acceptation de la différence, de l'altérité et surtout un appel à travailler ensemble, hommes et femmes pour la construction d'un monde meilleur. Parce qu'une société ou une Église qui ne se construit qu'avec les hommes seuls est hémiplegique et ne fonctionne qu'à moitié. Pour qu'elle puisse fonctionner de façon égalitaire, comme ce proverbe oriental le dit : « *La société humaine, comme l'Église, est constituée de deux ailes, l'une masculine et l'autre féminine et notre Église ne peut se porter mieux que si les deux ailes sont développées équitablement* ».



» Albertine Tshibilondi

» Albertine Tshibilondi, philosophe et sociologue

CONCLUSIONS

Lors du cinquantième anniversaire d'Entraide et Fraternité et du quarantième de Vivre Ensemble, en 2011, on a caractérisé l'engagement collectif d'Entraide et Fraternité et Vivre Ensemble à partir de trois dimensions : une éthique du *refus*, une éthique de la *résistance*, une éthique de la *proposition*.

Le *refus* est notre manière de nous situer, à contre-courant peut-être. Pas plus que par le passé, nous ne pouvons nous résigner à considérer comme inéluctables les réorganisations du monde et de l'économie qui produisent chaque jour les exclusions et les iniquités dont nous sommes les témoins. Ce refus nourrit notre position fondamentale et doit alimenter nos campagnes d'éducation et de sensibilisation, même si nous savons qu'il est beaucoup plus facile de mobiliser sur des *oui* que sur des *non*, sur des *pour* que sur des *contre*. A nous d'inventer le langage et les arguments qui feront passer le message.

La *résistance* a un double visage. Il s'agit d'abord d'accompagner nos *partenaires* dans leur choix de rester debout, de ne pas se soumettre aux

injustices, de poursuivre les projets qu'ils aiment et font vivre. Résister, c'est aussi sensibiliser l'opinion publique, former les jeunes à comprendre ce qui se passe dans le monde, leur apprendre à se construire un jugement. En cette matière, nous avons une responsabilité particulière à l'égard des *communautés catholiques* de notre pays. Il nous appartient de les aider à se construire un jugement et des engagements. Entraide et Fraternité et Vivre Ensemble n'ont aucun monopole en la matière, mais lors de notre création, nous avons été investis d'une responsabilité : exprimer l'engagement de ces communautés sur les questions de partage et de solidarité. Il nous appartient toujours de poursuivre cette mission. Si dans notre combat, nous rejoignons volontiers des hommes et des femmes de tous les horizons, partageant notre désir de construire un monde libéré de l'injustice et de l'exploitation, *notre* travail et *notre* action sont nourris des enseignements de l'Évangile. L'action et les paroles de Jésus de Nazareth visaient aussi à remettre au cœur d'une société dont ils étaient exclus les petits, les pauvres, ceux qui ne comptaient





pas. Nous croyons que le souffle qui l'a animé continue de féconder la vie et l'action de ceux qui feront aujourd'hui des choix semblables aux siens.

Par ailleurs, *faire et proposer* constituent d'autres points cardinaux de notre action. Notre travail consiste aussi à chercher, seuls ou avec d'autres, des voies nouvelles et différentes. Il consiste d'abord à donner à nos partenaires les moyens des actions qu'ils entreprennent. Pour eux, il ne s'agit pas seulement de résister, mais aussi d'avancer et de construire sur les chemins qu'ils ont décidé de suivre. Pour nous, il s'agit aussi d'inviter les hommes et les femmes à qui nous nous adressons à accompagner nos partenaires dans leurs actions. Si notre travail consiste à mettre à la disposition de nos partenaires les moyens nécessaires à leur action, nous devons aussi expliquer aux croyants dont nous sollicitons l'aide et le concours qu'en accompagnant ce mouvement par leur partage, ils deviennent, eux aussi, des *acteurs* de changement.

Jean Ladrière disait que l'engagement devait se traduire par des actes, s'exprimer par un *style d'existence*, une façon de se rapporter aux événements, aux autres, à soi-même. Il nous appartient aussi de rechercher et de proposer aux croyants dans le monde troublé d'aujourd'hui des *manières concrètes* de vivre qui expriment

et traduisent leurs convictions et leurs options. Si, aujourd'hui, des repères et des références se brouillent, d'autres sont à construire. Cette recherche est au programme de la CIDSE, la fédération internationale des ONG catholiques dont Entraide et Fraternité fait partie, et nous entendons bien y assurer un rôle actif.

Ce n'est pas rêver de manière irresponsable que d'amarrer son programme de travail à de grandes exigences, dans notre cas les exigences du christianisme. Les permanents et les volontaires d'Entraide et Fraternité et de Vivre Ensemble savent qu'ils ont choisi de rejoindre le mouvement de tous ceux et de toutes celles qui refusent la soumission à la fatalité. Nous ne sommes sans doute qu'une petite partie de ce vaste mouvement mais, comme par le passé, nous entendons y assumer résolument notre rôle.

**En donnant à nos partenaires
les moyens nécessaires
à leur action, nous devenons,
nous aussi, des acteurs
de changement.**

32 rue du Gouvernement Provisoire
1000 Bruxelles

T. 02 227 66 80 | entraide@entraide.be

www.entraide.be

Rejoignez-nous sur Facebook



Prix : 5 €
Janvier 2015